

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 12 MAI 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/267		
HABITAT PRIVE - DISPOSITIF TRANSITOIRE OPAH-RU TOULON - AIDES OCTROYEES AUX COPROPRIETES POUR L'AMELIORATION DE LOGEMENTS PRIVES POUR UN MONTANT TOTAL MAXIMUM DE 25 547 € DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE A L'HABITAT		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Arnaud LATIL.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/267

BUREAU DU 12 MAI 2025

**O B J E T : HABITAT PRIVE - DISPOSITIF TRANSITOIRE OPAH-RU
TOULON - AIDES OCTROYEES AUX COPROPRIETES
POUR L'AMELIORATION DE LOGEMENTS PRIVES
POUR UN MONTANT TOTAL MAXIMUM DE 25 547 €
DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE A L'HABITAT**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°03/02/05/05 du 7 février 2003 définissant l'intérêt communautaire en matière d'Équilibre Social de l'Habitat, modifiée par les délibérations n°05/06/40/87 du 23 juin 2005 et n°07/12/28/224 du 13 décembre 2007 actualisant la compétence Équilibre Social de l'Habitat,

VU la délibération n°03/06/16/89 du 27 juin 2003 portant création du Fonds d'Aide à l'Habitat et définissant les modalités d'octroi des participations financières en matière d'habitat, modifiée à plusieurs reprises,

VU les délibérations n°17/12/267 du 19 décembre 2017, n°18/05/179 du 22 mai 2018, n°18/11/346 du 23 novembre 2018 et n°19/11/389 du 13 novembre 2019 modifiant le règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat,

VU la délibération n°18/10/307 du 25 octobre 2018 portant sur la convention pour l'OPAH sur le centre ancien de Toulon et modalités d'information du public,

VU la délibération n°21/05/181 du 27 mai 2021 prescrivant l'élaboration du Programme Local de l'Habitat pour la période 2023/2028,

VU la délibération n°23/12/338 du Conseil Métropolitain du 21 décembre 2023 portant création des autorisations de programme, relatives aux opérations mises en œuvre dans le cadre du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat,

VU la délibération n°24/12/334 du Conseil Métropolitain du 19 décembre 2024 portant « Habitat privé – OPAH-RU Toulon, La Seyne-sur-Mer et Hyères-les-Palmiers – Politique d'accompagnement à la rénovation de l'habitat des propriétaires occupants et bailleurs – Dispositifs transitoires pour l'année 2025 »,

VU la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat "Toulon Renouvellement Urbain" 2019-2024 sur la commune de Toulon signée le 25 mars 2019 avec les différents partenaires,

VU l'avis favorable émis par la Commission d'Octroi du 29 avril 2025 pour l'ensemble des dossiers des propriétaires bailleurs et copropriétés ci-après présentés,

VU les conventions, ci-annexées,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence Politique de l'Habitat et Politique de la Ville, vise l'amélioration générale du parc privé par l'animation d'un dispositif transitoire pour l'année 2025 de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain (OPAH-RU) « Toulon Renouvellement Urbain » 2019-2024 sur la commune de Toulon,

CONSIDERANT que cet outil a pour objectif d'accompagner administrativement, financièrement, techniquement les copropriétés et le propriétaire occupant dans leurs démarches de travaux d'amélioration et d'adaptation de logements,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer avec les copropriétés et le propriétaire occupant suivants les conventions, ci-annexées, pour des opérations d'amélioration et de réhabilitation d'immeubles d'un montant maximum de 25 547 € dans le cadre de la période transitoire du dispositif OPAH-RU menée sur le centre ancien de la commune de Toulon ainsi que toutes les pièces afférentes à ces dossiers en vue de l'attribution des aides suivantes :

COMMUNES	STATUT	NOM	ADRESSE	CATEGORIE	TPM SUB
TOULON	Copropriété	FONCIA	10, rue Laindet Lalonde	Réfection du plancher haut du RDC et réparation de la première volée d'escalier.	6 748 €
TOULON	Propriétaire occupant	Madame DEBERNARDI Nathalie	2, rue Berthelot (R+5)	Réhabilitation et rénovation énergétique d'un logement.	11 717 €
TOULON	Copropriété	Monsieur CALLIER André (Syndic bénévole)	314-316, rue Jean Jaurès	Réfection de la cage d'escalier.	2 496 €
TOULON	Copropriété	CITYA ESTUBLIER	48, cours Lafayette	Restructuration du balcon du R+1.	4 586 €
					25 547 €

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2025 :
Opération : AP PLH PARC PRIVE – OPAH – OP 5124, article 20422.

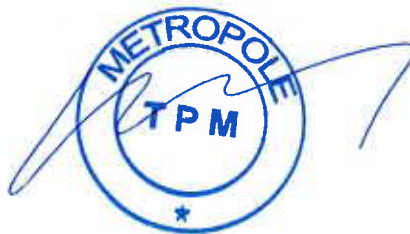
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

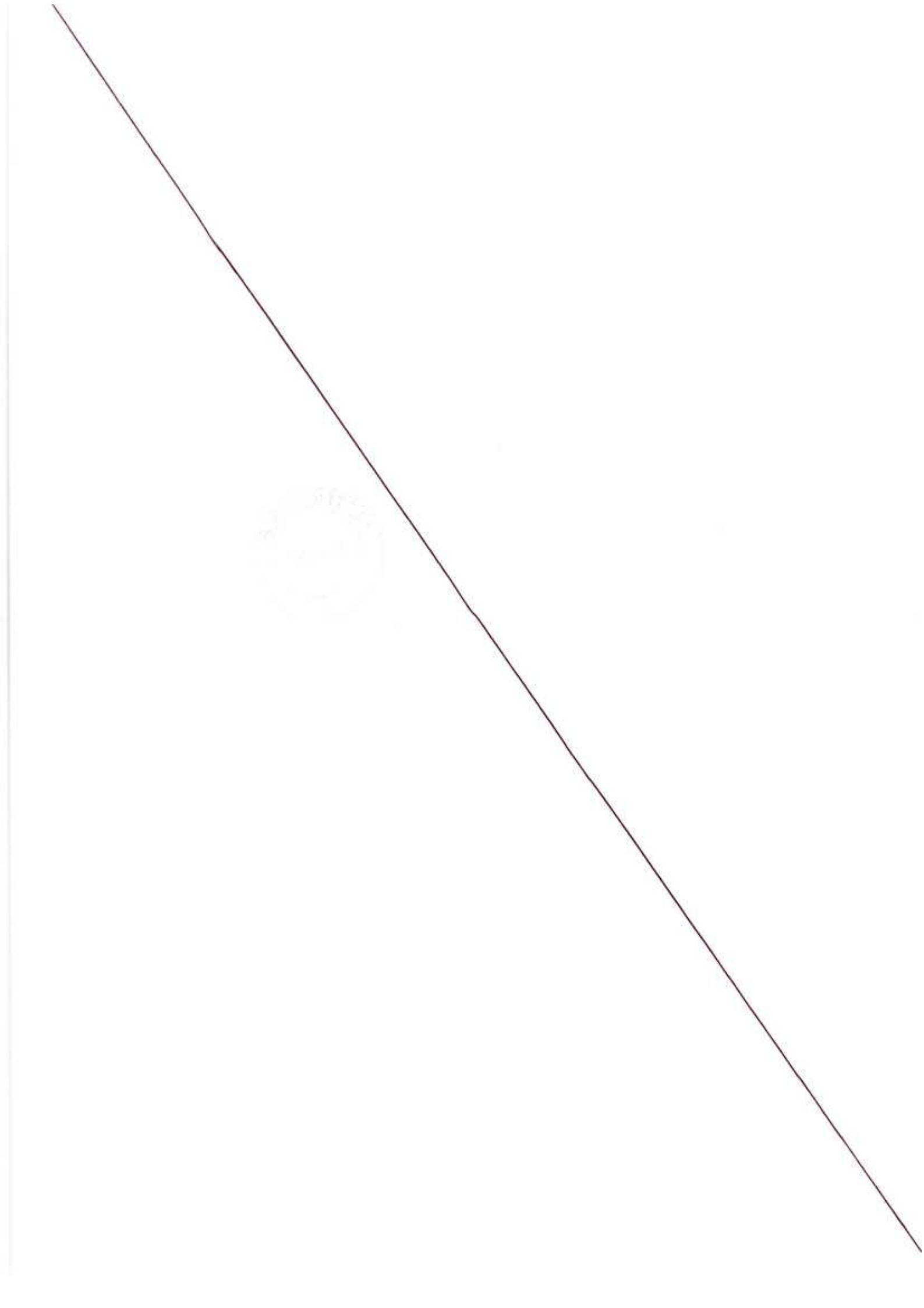
Fait à Toulon, le 12 mai 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 14
CONTRE 0
ABSTENTION 0





**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET MADAME DEBERNARDI NATHALIE EN VUE DE LA REHABILITATION
D'UN LOGEMENT AU 5^{ème} ETAGE DE L'IMMEUBLE SITUE 2, RUE
BERTHELOT SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Madame DEBERNARDI Nathalie, propriétaire occupant demeurant 54, rue Jean Baptiste Pigalle – 75 009 PARIS.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la propriétaire d'amélioration de son logement au 5^{ème} étage de l'immeuble 2, rue Berthelot entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la propriétaire

La propriétaire s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur la réhabilitation globale d'un T4 de 81 m² au 5^{ème} étage de l'immeuble 2, rue Berthelot à Toulon.

La propriétaire s'engage à occuper son logement en Résidence Principale à la fin des travaux.

La propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13 novembre 2019 stipulant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement et de la délibération en date du 19 décembre 2024 N° 24/12/334, stipulant la politique d'accompagnement des propriétaires occupants et bailleurs pour l'année 2025 et sur la base de ce budget prévisionnel MTPM s'engage à soutenir financièrement le projet de la propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **11 717 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 146 804 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 11 717 €

Le reste à charge de la copropriété s'élève à 135 087 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La propriétaire est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la propriétaire

En cas de non-respect par la propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La propriétaire

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Madame DEBERNARDI Nathalie

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 10, RUE LAINET LALONDE EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 10, RUE LAINET LALONDE
SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 10, rue Laindet Lalonde, représentée par son syndic, FONCIA demeurant 95, rue Montebello – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 10, rue Laindet Lalonde d'amélioration de l'immeuble 10, rue Laindet Lalonde entre dans le cadre de

sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 10, rue Laindet Lalonde

La copropriété s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur la réfection du plancher haut du rez-de-chaussée et la réparation de la première volée d'escalier de l'immeuble sis 10, rue Laindet Lalonde à Toulon.

La copropriété s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13 novembre 2019 stipulant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement et de la délibération en date du 19 décembre 2024 N° 24/12/334, stipulant la politique d'accompagnement des propriétaires occupants et bailleurs pour l'année

2025 et sur la base de ce budget prévisionnel MTPM s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **6 748 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 42 219 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 6 748 €

Le reste à charge de la copropriété s'élève à 35 471€

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom Syndicat 10 Lalonde 1876 au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété ne saurait

conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 10, rue Laindet Lalonde

En cas de non-respect par la copropriété de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La copropriété 10, rue Laindet Lalonde
représentée par son syndic

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

FONCIA

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 48, COURS LAFAYETTE EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 48, COURS LAFAYETTE SUR LA
COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 48, cours Lafayette, représentée par son syndic, Citya Estublier demeurant 129, avenue Colonel Fabien – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 48, cours Lafayette d'amélioration de l'immeuble 48, cours Lafayette entre dans le cadre de sa

compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 48, cours Lafayette

La copropriété s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur des travaux de restructuration du balcon du 1^{er} étage de l'immeuble sis 48, cours Lafayette à Toulon.

La copropriété s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13 novembre 2019 stipulant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement et de la délibération en date du 19 décembre 2024 N° 24/12/334, stipulant la politique d'accompagnement des propriétaires occupants et bailleurs pour l'année

2025 et sur la base de ce budget prévisionnel MTPM s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **4 586 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 17 747 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 4 586 €

Le reste à charge de la copropriété s'élève à 13 161 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de SDC 0535 résidence 48, cours Lafayette au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété ne saurait

conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 48, cours Lafayette

En cas de non-respect par la copropriété de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La copropriété 48, cours Lafayette
représentée par son syndic

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Citya Estublier

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 314-316, RUE JEAN JAURES EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 314, RUE JEAN JAURES SUR LA
COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 314-316, rue Jean Jaurès, représentée par son syndic bénévole, Monsieur CALLIER André demeurant 548, avenue Jean baptiste Ivaldi – 83 500 LA SEYNE SUR MER.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 314-316, rue Jean Jaurès d'amélioration de l'immeuble 314, rue Jean Jaurès entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 314-316, rue Jean Jaurès

La copropriété s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur la réfection de la cage d'escalier de l'immeuble sis 314, rue Jean Jaurès à Toulon.

La copropriété s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



PROJET COFINANCÉ PAR
LA MÉTROPOLE
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13 novembre 2019 stipulant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement et de la délibération en date du 19 décembre 2024 N° 24/12/334, stipulant la politique d'accompagnement des propriétaires occupants et bailleurs pour l'année 2025 et sur la base de ce budget prévisionnel MTPM s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **2 496 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 16 953 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 2 496 €

Le reste à charge de la copropriété s'élève à 14 457 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la copropriété 314-316, rue Jean Jaurès au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 314-316, rue Jean Jaurès

En cas de non-respect par la copropriété de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La copropriété 314-316, rue Jean Jaurès
représentée par son syndic bénévole

Monsieur CALLIER André